

DIAL 2850

BOLIVIE - Propos et perspectives d'Evo Morales

dimanche 1er janvier 2006, par [Dial](#)

Le nouveau président de la Bolivie assumera sa charge à compter du 22 janvier. Son élection est un évènement d'importance majeure pour la Bolivie : issu de milieu pauvre, d'origine indigène, connu pour sa défense des petits producteurs de coca, il s'inscrit clairement dans une perspective de changement. Evo Morales vient ainsi renforcer le camp de la gauche latino-américaine. Il dispose d'une majorité à la Chambre des députés, mais non au Sénat. Un des moments les plus importants des réformes annoncées est l'Assemblée constituante prévue pour juillet 2006. Dans l'immédiat, il a visité plusieurs pays d'Amérique latine, des Caraïbes ainsi que d'Europe. Nous lui donnons ci-dessous la parole, en reprenant des propos tenus par lui au cours de la campagne électorale ou de ses derniers voyages.

Au cours de la campagne électorale :

« Nous allons exercer le droit de propriété sur les hydrocarbures ; les ressources naturelles ne peuvent pas être concédées ou privatisées, mais cela ne signifie pas exproprier ou confisquer. Nous voulons des partenaires, non des patrons ; nous allons mettre en route des stimulants pour les entreprises qui se développent grâce à leurs propres efforts et ne parasitent pas l'Etat ; nous appuyons l'autonomie des peuples et non des bourgeoisies régionales ; je n'ai et n'aurai pas de réunions privées avec l'ambassade des Etats-Unis. Toute rencontre sera publique ; je lance le défi aux Etats-Unis de signer un engagement sérieux pour un « zéro narcotrafic ». Mais ceci doit inclure qu'ils mettent fin au lavage d'argent dans leurs propres banques. Le narcotrafic sert aujourd'hui d'excuse pour contrôler le continent. »

[ADITAL](#), 19 décembre 2005

A Caracas, Venezuela :

« Nous adhérons à ce combat anti-néolibéral et anti-impérialiste. »

"Nous entrons dans une nouvelle ère, dans un nouveau millénaire, un millénaire pour le peuple, par pour l'empire. »

[Reuters](#), 3 janvier 2006

A Cuba :

« Je veux remercier le peuple cubain, son gouvernement, ses dirigeants de nous avoir enseigné à gouverner en Amérique Latine en visant un monde de dignité et souveraineté, à lutter contre le blocus. J'espère qu'un jour le gouvernement états-unien lèvera le blocus de Cuba. Lutter en Bolivie contre le néolibéralisme est aussi lutter contre le blocus. L'heure de nous libérer a sonné non seulement en Bolivie mais en Amérique Latine. Depuis des années, je rêve d'accompagner la lutte anti-impérialiste de Fidel et du peuple cubain. Maintenant, j'ai l'occasion de partager cette lutte pour la paix et la justice sociale. Je veux remercier le peuple cubain de sa leçon d'unité. »

« La transparence est importante, le fait d'agir de manière conséquente en vertu des principes auxquels le peuple est attaché, de lutter pour l'unité, la souveraineté et l'honnêteté. Le peuple sait qui je suis et la sale campagne menée contre moi n'a pas eu de prise sur lui. Ceux qui nous tuaient en tirant sur nous et qui veulent maintenant nous tuer à coup de mensonges ont perdu, parce que le peuple sait quel est le programme du mouvement et il a confiance en Evo Morales. »

L'Etat bolivien va exercer son droit de propriété sur les ressources naturelles du pays et non seulement récupérer mais créer une industrie sur la base de ces ressources. Ensuite, notre politique internationale sera ouverte. Nous appartenons à une culture de dialogue. Il ne s'agit pas de vaincre mais de convaincre. Nous entrons dans une étape d'organisation. Des personnalités vont d'ailleurs se rendre à l'étranger pour prendre contact avec la communauté internationale. »

Texte dans : ahora.cu, tiré de Radio Habana Cuba/, 21 décembre 2006

« Il [1] ne va pas confisquer ni exproprier les biens des entreprises pétrolières mais elles n'ont pas le droit d'exercer un droit de propriété sur le gaz et le pétrole. Notre gouvernement va nationaliser les hydrocarbures sur la base de la Constitution politique de l'État et toute entreprise qui veut investir devra se soumettre aux lois boliviennes. Les actuels contrats pétroliers sont nuls de plein droit parce qu'ils n'ont pas été approuvés par le Congrès. Il faut en finir avec la clause de ces contrats qui dit "le titulaire (l'entreprise) acquiert le droit de propriété dès la sortie de puits". L'État est maître du sous-sol et du sol". En tout cas, nous allons garantir aux entreprises responsables la récupération de leurs investissements, mais il faut qu'elles soient bénéficiaires de façon équilibrée, pour que l'État et les Boliviens en bénéficient aussi et pas seulement les transnationales. Le peuple demande la nationalisation et la voix du peuple est la voix de Dieu, nous allons la respecter.

Il n'y aura pas de " zéro coca ", nous allons cultiver d'une manière rationalisée pour la consommation légale. Oui, il doit y avoir zéro cocaïne, zéro trafic de stupéfiants. Il faut promouvoir la lutte contre le trafic de stupéfiants sans intervention policière ou militaire étrangère. Aujourd'hui les Nord-Américains dirigent nos Forces armées et notre police. J'appelle le gouvernement des États-Unis à faire un pacte de lutte contre le narcotrafic.

Dans le Chapare (la zone excédentaire) nous allons maintenir un espace de coca par famille (40m x40m) : ceci est le meilleur apport du mouvement paysan producteur de feuille de coca à la lutte contre le trafic de stupéfiants. »

Interview accordée à Pagina 12 (Argentine), 21 décembre 2006

A propos du Traité de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique (ALENA), dont Evo Morales constate qu'il n'a rien apporté de positif pour les petits et moyens producteurs : « Avec de telles expériences, il va falloir réviser ces traités. Si on garantit les marchés, bienvenus, et peut-être pourrions-nous entrer aux Etats-unis avec la feuille de coca et non la cocaïne, avec la viande séchée ou de la quinoa. Dans ce cas, nous serons ouverts au dialogue, mais des accords commerciaux qui éliminent l'artisan ou le petit producteur ne vont pas pour nous. »

Agence bolivienne BolPress, 22 décembre 2006

A Paris :

« Je ne suis pas venu demander des réparations pour les cinq cents ans de colonisation et de spoliation de

la Bolivie. Nous voulons changer notre pays démocratiquement, sans exclure personne, ni les chefs d'entreprise, ni les classes moyennes. »

« La diversité économique sera respectée. Les investisseurs étrangers ont droit à récupérer leur mise et au profit, mais la sécurité juridique doit s'accompagner de la sécurité pour les secteurs sociaux actuellement dans le besoin. »

Conférence du 6 janvier

Texte dans [Le Monde](#), 8-9 janvier 2006

Bolivie : carte d'identité

Population : 8 724 156 (estimation juillet 2004)

Superficie (en km²) : 1 098 580

Groupes ethniques : Quechuas 30%, métisses 30%, Aymaras 25%, Blancs 15%

Religions : catholiques romains 95%, protestants (méthodistes évangélistes)

Chef de gouvernement : à compter du 22 janvier 2006 : Evo Morales

Taux de croissance : 2,5% (estimation 2003)

PIB par habitant (en US\$) : 2 400 (estimation 2003)

Taux de mortalité infantile : 54,58‰

Alphabétisme : (H / F de plus de 15 ans sachant lire et écrire) : 87,2% (estimation 2003)

Chômage : 11,7% associé à un fort sous-emploi (2003)

Population sous la ligne de pauvreté : 70% (estimation 2003)

Source : tableau Bolivie dans : A. Durand et N. Pinet, L'Amérique latine en perspective, L'Harmattan/Dial 2005.

- [Dial](#) - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2850.

- Traduction Dial.

- Source (espagnol et français) : voir à la fin de chaque texte.

En cas de reproduction, mentionner la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Le MAS, Mouvement vers le socialisme, parti d'Evo Morales.